Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2013)
Heft: 5

Artikel: L'obligation de servir un engagement pour la collectivité
Autor: Ogi, Christophe
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-514838

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 03.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Politique de sécurité

L'obligation de servir un engagement pour la collectivité

Of spéc Christophe Ogi

Membre de l'AVIA Genève

En tant que milicien toujours incorporé, il me faut rester impartial, mesuré et objectif mais en tant que citoyen, je m'autorise à sortir de ma réserve pour présenter ma vision sur la votation à venir concernant l'obligation de servir.

Depuis les années 1960, toutes les initiatives du GSsA et de la gauche pour couper ou réduire les moyens de l'armée ont été rejetées par le peuple mais elles ont toutefois connu une réalité dans leur application pratique. Ces réductions drastiques des effectifs et des crédits n'ont, de fait, pas été aussi catastrophiques que l'on aurait pu le redouter. En effet, loin de nuire totalement à l'institution, ce régime lui a permis de se concentrer sur l'essentiel et de miser principalement sur la qualité des hommes qui la composent, ce qui a toujours constitué le noyau dur des armées les plus efficaces. Pourtant, en dessous d'une certaine masse critique, comme c'est le cas depuis Armée 21, les missions fixées ne peuvent plus être remplies en totalité. Notre armée est l'une des moins chères d'Europe, mais cela se ressent sur sa capacité opérationnelle. Nous avons maintenant franchi la ligne rouge et l'enjeu de cette votation ne vise ni plus ni moins que d'achever notre armée. Cette armée qui comme institution est toujours garante, quoi qu'on en dise, de nos conditions d'existence, de notre démocratie et de notre liberté.

Notre sentiment de « suissitude »

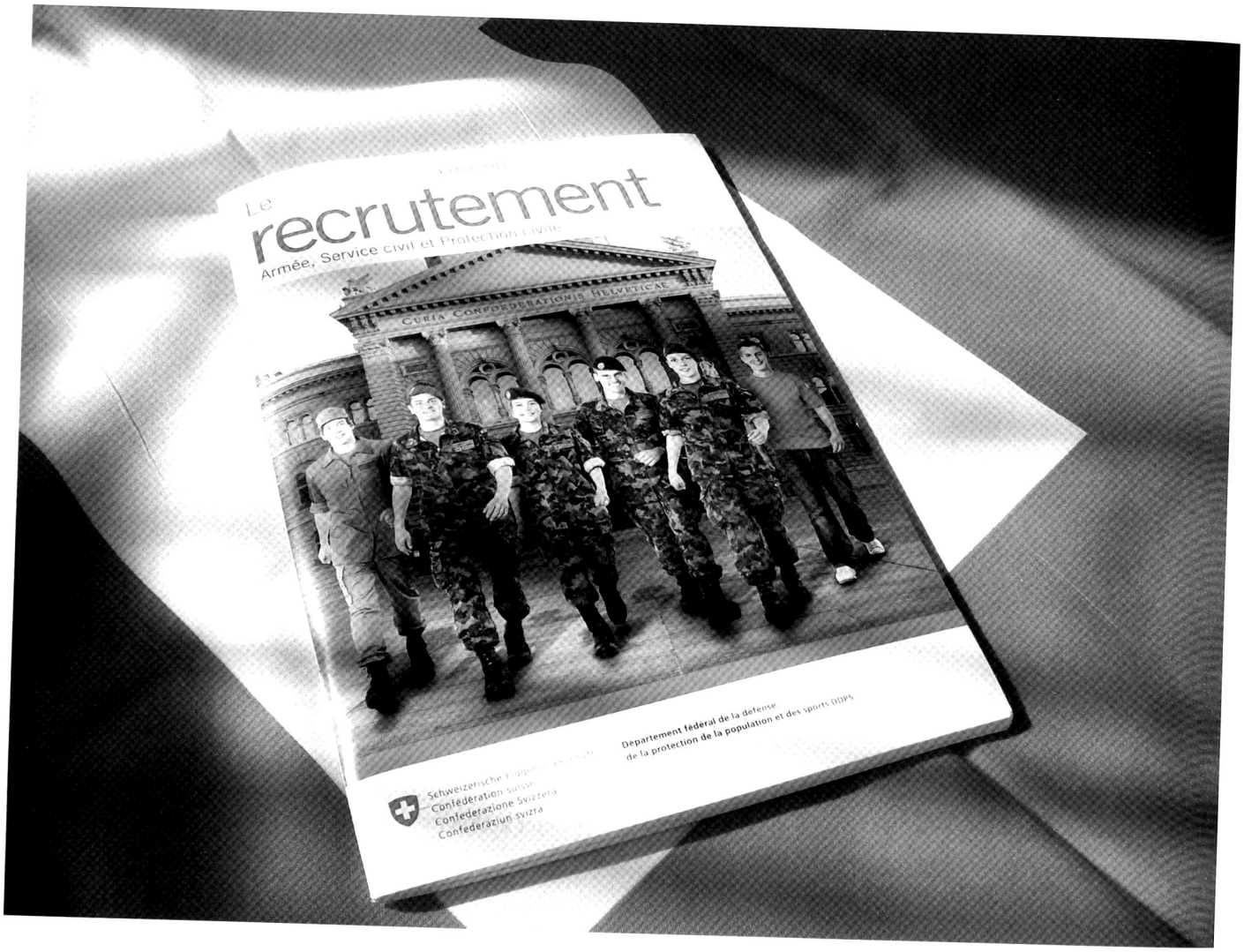
La Suisse n'a pas d'armée, la Suisse EST une Armée ! Cette plaisanterie illustre à sa manière le fort sentiment identitaire qui unissait encore il y a peu le peuple suisse à son armée. Ainsi, lorsque nous usons encore nos culottes sur les bancs de l'école primaire, nous développons notre sentiment d'appartenance à notre commune. Puis, sur les bancs du cycle et du collège, vient le sentiment d'appartenance au canton. Ce n'est véritablement qu'à l'école de recrues que nous expérimentons intensément ce qu'est vraiment notre appartenance identitaire à la Suisse. Nous y rencontrons d'autres jeunes gens venus de tous les cantons et c'est à ce moment que nous réalisons que malgré nos nombreuses différences, nous partageons des idéaux et des valeurs profondes. C'est certainement lors de l'école de recrues, véritable rite initiatique, que nous comprenons que notre pays tient ensemble parce qu'il y a une école de vie, un ciment commun qui permet à chacun de tirer à la même corde. C'est avec ces « autres, »qui forment alors le groupe, que l'on n'a pas choisi pour devenir amis mais qui vont, malgré tout pour nombre d'entre eux, le devenir, que l'on va expérimenter ce sentiment de faire corps avec son pays.

Le partage de valeurs fondamentales

Chacun sait qu'une chaîne n'est jamais plus forte que son maillon le plus faible. Cette métaphore illustre assez bien notre devise nationale : « *Unus pro omnibus, omnes pro uno.* » Si l'on ne veut pas qu'un jour celle-ci devienne « Un pour tous, chacun pour soi » il est bon de partager un socle de valeurs communes telles que le respect, la loyauté, la responsabilité individuelle ou encore la solidarité. Ajoutez à cela la camaraderie, l'esprit d'initiative, le sens de l'observation et un lien fort qui nous unit à la nature et vous obtenez justement les valeurs que tente de transmettre notre système d'un service obligatoire à la patrie. Et pour ce qui est de la composante militaire de ce service, nous pouvons surtout y retrouver l'apprentissage de la vie en société. Toutes ces valeurs ont fait la Suisse de nos aïeux, font celle d'aujourd'hui et feront, si on le souhaite toujours, celle de nos descendants.

Une armée qui nous prend au sérieux

L'armée suisse d'aujourd'hui n'a plus grand chose à voir avec celle de 1961. En effet, maintenant, les jours de services à accomplir sont nettement moins longs et un soldat bien organisé peut même terminer ses obligations de servir avant de finir ses études. L'armée s'est donc considérablement rajeunie mais offre toujours pour les cadres une opportunité extraordinaire de s'exercer à la



conduite des hommes et de prendre des responsabilités qu'ils ne retrouveront dans la vie civile que 10, voire 15 ans plus tard. Contrairement à ce qui peut se passer ailleurs, le monde militaire prend donc les jeunes au sérieux et leur fait confiance.
Ce modèle est une véritable plus-value pour la confédération. N'oublions pas que cette armée est faite à notre image, par des Suisses, pour des Suisses; il est donc aisé de se reconnaître et de s'y retrouver. Cette expérience offre un fond commun plus vivant et actuel que la simple évocation de « nos ancêtres les Helvètes... »

L'image de l'armée ?

Malgré tous les efforts d'adaptation entrepris par cette structure, son image n'a pour le public pas véritablement évolué. Ainsi ce sont les sempiternels clichés qui ressortent dès qu'il est question de service militaire : perte de temps, ordres absurdes, tâches inutiles ou abrutissantes... Non, décidément, je ne vois rien de tout ça, au travers de toutes les expériences que j'ai pu partager avec de jeunes camarades issus de presque toutes les armes. Au contraire, il en ressort bien souvent que le respect de la personne et de son intégrité est placé au centre du système. Toute la valeur ajoutée de cette organisation se fonde sur la somme des compétences des miliciens qui apportent à chaque échelon leur particularités, leurs savoir-faire et leurs compétences, ce qui confère une valeur inestimable à cette institution.
Cependant, lors de manifestations sportives comme la « patrouille des glaciers, » par exemple, ou après une catastrophe naturelle, la cote de l'armée remonte nettement auprès du public. Il y a donc bien pour elle un nouveau défi à relever dans les années à venir, principalement au niveau de la communication et de l'image à véhiculer comme partie intégrante et positive de la société suisse.

« De toute façon, l'armée, ça ne sert à rien ! »

Les tenants de cette réflexion de comptoir ne perçoivent pas forcément la réalité froide et objective des contraintes géostratégiques qui pèsent sur le pays. Il est plus simple de se bercer d'illusions et de s'accrocher à une idéologie plutôt que d'adopter des dispositions d'élémentaire prudence. Effectivement, pour eux, l'armée n'aura jamais besoin d'intervenir pour maintenir l'ordre, éviter les pillages, défendre la propriété privée, mettre en place des moyens d'aide et de secours, de contrer une guerre cybernétique, de protéger nos installations vitales, ou même de bénéficier d'un service de renseignement capable d'anticiper une attaque économique comme celle orchestrée récemment contre notre place financière... Cette naïveté est touchante mais il ne faut pas rêver: les

services de la société civile ne peuvent rivaliser en termes de moyens, d'efforts, d'interopérabilité, de souplesse d'engagement ou d'organisation. Une telle force de protection souple et adaptable existe déjà, c'est justement l'organisation militaire; il est donc inutile de vouloir la supprimer avant d'en réinventer une autre...

Le mythe de l'armée professionnelle

Plus chère, avec une utilité au quotidien devenue discutable, elle perdrait surtout son rôle de ciment social et d'école de vie dont notre pays a toujours besoin. Par ailleurs, une fois désarmés et désorganisés les citoyens pourraient peut-être même se retrouver à la merci d'un coup d'état comme l'ont appris à leurs dépens certains pays comme nous l'enseigne l'histoire ! Nous avons ici un système qui a fait ses preuves, qui est économique et qui offre une réelle garantie de démocratie, il serait « Suisse-idaire » de vouloir en changer...

les limites du système

Actuellement près de 80 % des jeunes suisses honorent leurs obligations citoyennes en accomplissant soit le service militaire, soit un service civil de remplacement ou encore participent à la protection civile.
Avec des effectifs en baisse constante alors que notre population ne cesse d'augmenter, la sélection est drastique et seuls près de 2/3 des jeunes suisses peuvent accomplir leur école de recrue aujourd'hui. Cette procédure permet à l'armée de choisir les éléments les plus dynamiques mais laisse aussi une partie de la jeunesse de côté, et souvent ce sont justement ceux qui auraient le plus besoin d'être cadrés... Plus il y aura d'exclus du système, plus le risque de fissure de la cohésion sociale augmente.

Un modèle pour le futur ?

A l'instar de l'Islande qui impose une obligation de servir, mais pas forcément militaire, nous pourrions nous aussi proposer un service citoyen général, une façon de regrouper différents services et l'armée au sein d'une organisation citoyenne encore plus importante incluant hommes et femmes. Ainsi, tous les jeunes suisses de 20 ans accompliraient leur devoir au service de la communauté. Cet engagement couvrirait des domaines tels que la santé, le social, l'environnement, les services de sauvetage ainsi que de la sécurité, etc.
Un engagement de ce type responsabilise l'individu, stimule son esprit d'initiative et son implication dans des projets publics et citoyens : il permet à chacun de trouver sa place dans la société tout en se faisant la sienne.

Enfin, s'il nous fallait faire le choix entre l'armée ou l'obligation de servir, je reste convaincu que c'est justement cette dernière qui est fondamentale pour que la citoyenneté suisse reste toujours un juste équilibre entre les droits et les devoirs.

C. O.

SSO

Sachons reconnaître et valoriser ceux qui s'engagent

Br Denis Froidevaux
Président, Société suisse des officiers (SSO)

Il faut l'admettre... il existe dans notre pays une fâcheuse propension à négliger ceux qui s'engagent pour, au contraire, magnifier ceux qui se soustraient à leurs obligations, de servir par exemple. Que ne lit-on pas à ce sujet en ces temps de campagne contre l'obligation de servir... tous les arguments son bon pour dire que le système ne fonctionne pas.

Ce phénomène de non reconnaissance s'apparente à celui bien connu de la prime à l'incompétence, lequel consiste à soutenir, voire à rémunérer les personnes qui fournissent des prestations en deçà du minimum requis. Vous avez tous, dans vos sphères d'activités respectives, connu ce genre de déviance.

Et bien il en va de même pour ce qui est de notre système de milice : on ne reconnaît pas suffisamment ceux qui s'engagent, on parle plus de ceux qui se soustraient à leurs obligations en magnifiant cette forme d'irresponsabilité civique qu'est la tricherie ou la soustraction par divers moyens.

Il faut que cela cesse et il est grand temps de valoriser, de soutenir, d'encourager celles et ceux qui acceptent de prendre des responsabilités ou d'assumer une fonction de cadre dans notre armée, ou dans la protection civile. Pour ce faire, il faut poser un cadre nouveau en termes de reconnaissance et d'encouragement par une approche novatrice et moderne. Il n'est pas question ici de rémunérer financièrement en direct ce don de soi au profit des autres et de leur sécurité, mais plutôt d'offrir des « facilitants » pour l'évolution de la carrière professionnelle des intéressés.

Dans le cadre du processus WEA, la SSO souhaite que cette réflexion soit menée et que le Conseil fédéral propose des solutions allant dans ce sens. On pourrait par exemple penser à l'attribution de bourses d'études, ou de chèques formation, permettant à la personne concernée d'effectuer des stages à l'étranger, des formations complémentaires, des stages linguistiques. Sachant que d'énormes progrès ont été réalisés ces dernières années par le monde académique ou économique dans le domaine de la reconnaissance des compétences de management et de conduite acquises à l'armée, ce serait un pas supplémentaire et une belle marque d'estime pour ceux qui donnent de leur temps pour notre bien commun le plus important : la sécurité.

D. F.